

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



«J'aimerais savoir voler» - peinture murale dans un camp de réfugiés près de Sarajevo

AZB 4001 Bâle  
Forum Civique Européen, 4001 Bâle  
Post CH AG

## BOSNIE/MIGRATION

# Purgatoire pour les indésirables

**Sur la route des Balkans, de très nombreux migrant·es se trouvent à nouveau dans une situation précaire, tandis que l'attention publique s'est tournée vers d'autres situations d'urgence dans une compétition de l'horreur. Pourtant, les victimes des guerres et des crises d'hier et d'aujourd'hui, nous les rencontrons ici – en route vers l'Europe, dans l'espoir de pouvoir enfin vivre en sécurité.**

L'année 2023 a été marquée par une augmentation continue du nombre de migrant·es sur la route des Balkans enregistré·es dans les centres d'accueil de transit officiels en Bosnie-Herzégovine. Parallèlement, il s'agissait du nombre annuel d'arrivées enregistrées le plus élevé – plus de 34.000 – depuis 2017, lorsque la Bosnie avait commencé à enregistrer officiellement les personnes empruntant la route des Balkans. Bien que l'intérêt et le soutien pour les migrant·es sur la route des Balkans aient considérablement diminué depuis le début de la guerre en Ukraine, la route s'avère plus active que jamais – même par rapport à 2019 ou 2020, souvent considérées comme des années de pointe pour les arrivées de migrant·es en Bosnie. Bien sûr, nous devons supposer que le nombre total de personnes ayant traversé le pays est plus élevé, car nombre d'entre elles ne s'enregistrent jamais dans l'un des centres d'accueil de transit. C'est pourquoi le nombre exact reste inconnu. Les principaux points d'entrée en Bosnie sont

les mêmes depuis longtemps: les zones frontalières avec la Serbie à l'Est et avec le Monténégro au Sud-Est.

Cependant, les principaux points de sortie vers la Croatie et donc vers l'UE changent plus souvent – comme il n'y a pas si longtemps, de la frontière Nord-Ouest (canton d'Una-Sana avec les villes de Bihać et Ključ) vers la zone nord de la rivière Sava et les zones frontalières du Sud.

Il existe actuellement quatre centres d'accueil de transit officiels dans le pays, dont deux à Sarajevo (le camp Blažuj pour les hommes célibataires et le camp Ušivak pour les familles et les mineur·es) et deux à Bihać (le camp Lipa pour les hommes célibataires et le camp Borići pour les familles et les mineur·es). À l'exception du camp de Lipa, qui est géré exclusivement par l'État, les trois autres camps font l'objet d'une coopération entre le Service national des étrangers et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces trois centres sont actuellement

dans un processus de transition jusqu'à ce qu'ils soient entièrement pris en charge par l'État. Il n'est toutefois pas clair si cette transition aura lieu ou non d'ici la fin de l'année.

En ce qui concerne les pays d'origine, la plupart des migrant·es qui transitent par la Bosnie viennent d'Afghanistan, de Syrie, du Maroc, d'Iran, d'Algérie, de Turquie, du Pakistan, etc. et environ 80 % d'entre eux sont des hommes seuls, suivis par les mineur·es non accompagnés (environ 10 %), les enfants en famille (4 %), les adultes en famille (4 %) et les femmes seules (environ 2 %).

## Pas de lieu pour les personnes en quête de protection

L'année dernière, de nombreux changements et déplacements ont eu lieu sur le terrain. L'un des changements les plus importants a eu lieu début 2023, lorsque la Croatie a rejoint l'espace Schengen. Dans les mois qui ont suivi, la police croate a commencé à délivrer des documents dits de trois et sept jours. Cela signifiait que les personnes qui recevaient ces papiers disposaient respectivement de trois et sept jours pour quitter la Croatie et l'espace économique européen. Mais pour beaucoup, c'était un moyen de traverser la Croatie sans craindre d'être renvoyé·es en Bosnie. Iels ont ainsi pu prendre un bus ou un train pour traverser le pays, ce qui était presque impossible auparavant. Bien que les refoulements illégaux aient continué, leur nombre a considérablement di-

minué. Après une période relativement calme au cours du premier semestre 2023, les *push-backs* ont toutefois repris depuis l'été et surtout à l'automne 2023, tant en nombre qu'en brutalité.

Un autre changement majeur de la situation sur le terrain a commencé début novembre 2023, lorsque les autorités serbes ont commencé à vider la zone Nord (à la frontière avec la Hongrie et dans les villes de Sombor et Subotica) des migrant·es qui s'y trouvaient. La campagne systématique de refoulement des personnes vers le sud de la Serbie et la région de Presevo, ainsi que la fermeture des camps officiels dans le nord de la Serbie, ont eu pour effet d'augmenter le nombre de personnes en quête de protection en Bosnie et d'enregistrer le plus grand nombre de nouvelles et nouveaux arrivant·es de toute l'année. Durant cette période, les camps de Sarajevo et de Bihać ont été presque entièrement occupés.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, nous avons constaté un nombre nettement plus élevé de Syriens et de Syriennes, qui ont ainsi été la première nationalité à arriver dans les camps, suivis par les Afghan·es et les Marocain·es. L'augmentation du nombre de personnes en Bosnie à la fin de l'année 2023 s'explique également par les refoulements continus de la Croatie, qui se sont intensifiés au cours des derniers mois. Les récits de brutalités policières croates nous rappellent ce que nous avons entendu et ce dont nous avons été témoins: coups, confiscation des vêtements et des chaussures, de biens (argent, téléphones et autres objets) et autres méthodes humiliantes et proches de la torture, pour lesquelles la police croate est désormais célèbre.

De plus en plus d'exilé·es affirment avoir été détenu·es dans l'un des trois camps de détention officiels en Croatie – Jezevo, Trilj et Tovarnik – mais aussi dans d'autres lieux qu'ils n'ont pas pu localiser plus précisément.

Parallèlement, la Croatie renvoie des migrant·es vers la Bosnie par le biais de soi-disant «réadmissions» officielles. L'année dernière, ces «réadmissions» ont fait l'objet d'une grande attention publique et médiatique (en mars, avril et mai 2023). Par la suite, la situation semblait s'être calmée et l'affaire a disparu de la vue du grand public. Les réadmissions ont toutefois continué à se faire par les postes-frontières officiels du nord et du nord-ouest du pays, avec un ou deux bus de réfugié·es renvoyé·es chaque semaine de

Croatie vers la Bosnie. Selon le ministère de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine, le pays a accueilli 836 ressortissant·es de pays tiers en 2022, dans le cadre de l'accord de réadmission avec la Croatie. Les données officielles pour 2023 ne sont pas encore disponibles, mais on peut s'attendre à ce que ce chiffre soit beaucoup plus élevé.

## Recul de l'aide

La question de la migration a presque totalement disparu de l'opinion publique et des principaux acteurs (institutions publiques, ministères, etc.) en Bosnie. Cela correspond à un déplacement général de l'attention. L'année 2023 a été marquée par une baisse de l'assistance – en termes d'aide matérielle et financière – mais aussi par une baisse de l'intérêt général pour la route des Balkans pour plusieurs raisons: guerre en Ukraine, guerre à Gaza, d'où le déplacement constant de l'attention d'une situation d'urgence à une autre. Cela a également eu pour conséquence qu'il y a désormais moins de groupes sur place qui apportent leur soutien, en dehors des camps officiels, et que le nombre de volontaires a également diminué.

Notre initiative d'aide *Kompas 071* à Sarajevo a rencontré des problèmes tout au long de l'année en raison du manque d'«articles non alimentaires» (vêtements, chaussures, articles d'hygiène, etc.), avec lesquels nous soutenons les personnes de passage dans la région. Sur l'ensemble de l'année 2023, *Kompas* n'a reçu que quatre livraisons d'articles non alimentaires par camion, ce qui n'a pas permis de couvrir l'ensemble des besoins des personnes qui nous ont rejoints au *freeshop*. Plus de livraisons signifieraient bien sûr que nous devrions dépenser moins d'argent pour l'achat de matériel. Avec les dons que nous recevons habituellement, nous ne faisons que le minimum. Malgré tout, nous restons fermes et gardons l'espoir de pouvoir poursuivre notre travail, mais avec l'augmentation du nombre de personnes demandant de l'aide, nous sommes confronté·es à des temps très difficiles. Au cours des trois premiers mois de l'année 2024, nous avons reçu un camion de vêtements et d'autres biens de première nécessité en provenance d'Italie et nous espérons recevoir d'autres livraisons dans les semaines à venir. Un transport en provenance de Suisse avec environ trois tonnes de matériel va bientôt arriver chez nous. La collecte avait été organisée en avril par notre ami Danilo Gay avec

l'association *L'Escale* à Saint Prex et par le Forum Civique Européen (FCE) à Bâle. Les prévisions pour les mois à venir concernant l'évolution de la situation sur place sont très incertaines compte tenu de la volatilité de la situation.

## Adhésion à l'UE uniquement via Frontex

En mars de cette année, la Bosnie a reçu le feu vert pour entamer des négociations d'adhésion à l'UE. Pour que celles-ci soient possibles, la Bosnie doit notamment reprendre les négociations sur un accord avec l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex. La conclusion d'un tel accord est considérée comme l'un des engagements les plus importants pour la «voie bosniaque vers l'Europe». La dernière tentative de conclure un accord avec Frontex a échoué en 2018 et, à ce jour, la Bosnie est le seul pays des Balkans occidentaux à ne pas avoir signé d'accord avec l'agence. Depuis 2019, date à laquelle Frontex a lancé sa première opération dans un pays non membre de l'UE, quelque 500 agent·es ont été déployé·e dans la région des Balkans. Il existe des opérations conjointes aux frontières extérieures de l'UE avec la Croatie, l'Albanie, la Macédoine du Nord et la Serbie, ainsi que par le biais de l'accord avec le Monténégro, qui est entré en vigueur en juillet 2020.

Dans le même temps, l'UE a adopté un nouveau pacte sur l'asile et la migration qui aura des répercussions importantes, non seulement à l'intérieur des frontières de l'UE, mais aussi, comme toujours, à toutes les frontières extérieures de l'UE. Il était clair que le nouvel accord de l'UE n'apporterait que plus de souffrance à celles et ceux qui cherchent à fuir les guerres, les catastrophes et les dictatures. Car les réformes signifient moins de protection et plus de violations des droits humains, que l'UE pratique pourtant déjà depuis des années à ses frontières extérieures, des Balkans à la Turquie et à l'Afrique du Nord, entre autres les refoulements illégaux et violents, les détentions arbitraires et des pratiques policières discriminatoires. Le nouveau pacte prévoit notamment l'introduction de ce que l'on appelle les nouvelles procédures rapides aux frontières extérieures de l'UE, dans le cadre desquelles les personnes qui ne remplissent prétendument pas les conditions d'asile sont immédiatement renvoyées dans leur pays d'origine ou dans des pays tiers dits sûrs. Cela placera certainement la Bosnie et les autres pays des Balkans occidentaux, qui sont en dehors de l'UE, dans une situation encore plus difficile. Ils pourraient devenir les stations d'une sorte de «purgatoire pour les indésirables» – sans aucune possibilité d'influencer ou de rejeter les mesures décidées par l'UE.

Ines Tanović-Sijerčić,  
Kompas, Sarajevo

\* *Kompas 071* est une association à but non lucratif de Sarajevo qui gère un local pour les migrant·es. Ils peuvent y prendre une douche, laver leur linge, recevoir de la nourriture et des vêtements et se reposer. *Kompas* propose également une aide juridique. Les cinq collaborateur/trices travaillent sans relâche. Cette précieuse initiative est régulièrement soutenue financièrement par le FCE.

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

**Archipel**  
Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

**France:**  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

**Autriche**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Stubbendorf 68  
D-17159 Dargun  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

**Suisse:**  
Boîte postale 1115,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Ukraine:**  
vul. Borkanyuka 97,  
UA 90440 Nizhne Selishche  
Tel: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Mai 2024 - Nr. 336 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

# La Turquie est-elle un «pays tiers sûr» pour les migrant·es?

Deuxième partie<sup>1</sup>

**En Turquie, comme dans de nombreuses régions du monde, la montée en puissance de groupes et de partis politiques ouvertement racistes et parfois fascistes a encouragé les personnes sympathisant avec ces opinions à devenir plus ouvertement violentes.**

Ayşegül Karpuz Tör est une avocate-pénaliste bien connue dans la région d'Izmir. Dans la première partie de cet article, elle décrivait la dichotomie de la politique migratoire turque. Elle mentionnait spécifiquement l'augmentation de la violence raciste et xénophobe. Partout en Turquie, y compris à Izmir, des maisons et des magasins appartenant à des migrant·es sont attaqués. La rhétorique anti-migrante est en hausse, émanant des partis de droite, voire fascistes, et leur haine et leur violence sont telles qu'en comparaison, elles font paraître Erdogan comme un ami des réfugié·es, affirme quant à lui Omar<sup>2</sup>. *«Il est intéressant qu'en Turquie, le dirigeant le plus favorable aux réfugié·es semble être Erdogan. Je ne comprends pas, mais c'est ainsi que les choses se passent maintenant. Parce que tous les partis se font la course pour renvoyer les réfugié·es. Et pas seulement les réfugié·es, les étrangers en général. À un moment donné, Erdogan a dit: 'Non, nous ne pouvons pas les renvoyer'. Il l'a littéralement dit.»*

Comme dans de nombreuses régions du monde, la montée en puissance de groupes politiques ouvertement racistes a encouragé les personnes qui sympathisent avec ces opinions à devenir plus ouvertement violentes. Ayşegül Karpuz Tör représente actuellement un cas qu'elle a tenu à partager, celui d'un Syrien victime du climat antimigrante qui règne actuellement en Turquie: un Syrien de 60 ans vit avec sa famille dans un quartier pauvre d'Izmir. Alors qu'il marche près de son appartement, deux Turcs s'approchent de lui et lui demandent une cigarette. En réalité, ils l'ont un peu suivi. Peut-être avaient-ils l'idée de le voler. Il ne peut pas parler turc et essaie de dire en arabe qu'il ne fume pas. En même temps, la consommation de drogue est assez élevée dans cette région, de sorte que ces deux jeunes hommes pourraient être sous influence. Ils commencent à le battre, alors le vieil homme court vers une mosquée voisine... Dans la mosquée, on demande aux deux garçons des explications, et les garçons répondent qu'il a harcelé un enfant. Ensuite, 20 à 25 personnes commencent à frapper le vieil homme avec des couteaux et des gourdins dans la cour de la mosquée. L'homme est gravement blessé. La police arrive et le sauve par la force. Mais au même moment, quelqu'un commence à crier quelque chose à propos d'Erdogan, disant qu'Erdogan protège les migrant·es. Il poursuit en criant qu'ils maintiendront eux-mêmes leur propre justice si c'est nécessaire. Le vieil homme est également arrêté. Dès lors, une femme, membre de la famille d'un des membres de la communauté, affirme qu'il la suivait il y a quatre ans et qu'il ne faut pas le relâcher. Au moins, la police éloigne l'homme syrien du groupe, mais plus tard, près de 200 personnes se rassemblent autour de l'homme

en criant qu'ils ne veulent pas de Syriens. Les policiers n'ont pas cherché à savoir qui avait battu cet homme et n'ont pris aucune déclaration. Ils ont simplement arrêté le vieil homme, l'ont d'abord emmené à l'hôpital, puis au poste de police pour recueillir son témoignage, avant de le relâcher...

Plus tard, cet événement a été partagé dans les médias sociaux, en particulier par les membres du Parti de la Victoire<sup>3</sup> avec des hashtags tels que *«Que se passe-t-il à Buca»*<sup>4</sup> ou *«La police a relâché un pédophile syrien!»*...

Le lendemain, le procureur de la République a donné l'ordre au poste de police où le vieil homme était retenu de l'emmener au centre de détention et de l'expulser pour trouble à l'ordre public. Ils n'ont pas pu l'expulser car ce n'était pas légal. Plus tard, nous avons également fait en sorte qu'il soit libéré. Mais ce fut l'entretien avec le client le plus difficile de ma vie professionnelle: il faisait une dépression nerveuse, pleurait et disait dans un mauvais turc: *«On m'a volé, on m'a battu, on m'a poignardé... Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça?»* Ce vieil homme pleurait constamment devant moi. D'ailleurs, son procès pour expulsion est toujours en cours. Par ailleurs, personne parmi les autres protagonistes n'a fait l'objet d'une enquête. Je n'ai pas pu obtenir les images de vidéosurveillance, le témoignage de la femme qui prétendait avoir été suivie... Ce n'est qu'un petit exemple à Izmir, imaginez d'autres villes, des villes plus grandes telles qu'Istanbul...

## Toujours plus souvent

Toutes les personnes à qui j'ai parlé, que ce soit lors d'entretiens ou de manière informelle, ont confirmé que cela se produisait de plus en plus

dans l'ensemble du pays, mais surtout dans les grandes villes. Si vous regardez sur X (ex-Twitter), vous verrez que de nombreux comptes diffusent ce genre d'histoires dans le but d'accroître le sentiment d'hostilité à l'égard des migrant·es.

Les grands médias, qui sont sous le contrôle du gouvernement, semblent contribuer à cette situation. La représentation des migrant·es récents a été aussi incohérente que les politiques qui les entourent. Bilen, spécialiste en communication politique, consultante et codirectrice de l'association *Media and Migration*, qui publie régulièrement des rapports sur la représentation des migrant·es dans les médias turcs, l'a illustré lors de l'entretien que j'ai eu avec elle:

*«Tout d'abord, l'absence de contexte pose un très gros problème. On ne voit dans les médias que des gens qui courent dans la rue, qui essaient de fuir ou de quitter leur pays; on ne voit que cela. On ne parle pas des raisons qui poussent les gens à agir ainsi.»*

Ainsi, des politiques migratoires imprévisibles du gouvernement Erdogan, qui ont donné naissance à un puissant mouvement d'extrême droite cherchant à imputer aux migrant·es les échecs économiques bien connus du régime Erdogan, aux médias indifférents gérés par l'État, cette idée sur laquelle le gouvernement européen a fondé l'ensemble de l'accord UE-Turquie semble être fausse. La Turquie n'est en aucun cas un «pays tiers sûr», mais ce n'est qu'une partie de la raison.

## A l'intérieur des centres de préexpulsion.

À l'atmosphère xénophobe et au risque de violence organisée s'ajoutent la répression et la violence de l'État turc. La surveillance accrue et les contrôles par des officiers en uniforme sont courants dans la rue et se multiplient. Personnellement, j'ai été témoin du cas d'une femme traînée dans la rue, rouée de coups de pied et embarquée dans une camionnette banalisée par des officiers en uniforme.

1. La 1ère partie peut être lue sur <forumcivique.org.> Archipel n° 335, avril 2024. 3ème et dernière partie dans le prochain archipel.
2. Urbaniste de profession, il travaille depuis des années avec des migrant·es dans le quartier de Basmane (voir première partie).
3. Parti ultranationaliste avec une orientation anti-migrante.
4. Quartier où s'est déroulé l'événement.



Kuzgun Acar, *Les oiseaux*, sculpture, 1966

**Un collectif autogéré né en 2015 à Lesbos, organisé de manière horizontale et bénévole et composé d'activistes qui gèrent une structure de solidarité pour les personnes venues demander l'asile en Europe.**

Comme ce n'est pas l'objectif de NBK d'aider les gouvernements européens à gérer le «flux migratoire», le collectif ne travaille pas officiellement avec des organisations non gouvernementales et humanitaires et n'est pas enregistré en tant que tel auprès des autorités. Il coopère toutefois de manière informelle avec quelques petites ONG de l'île qui partagent une perspective commune. Il agit sur trois pôles principaux: le logement, la nourriture et les vêtements.

Actuellement, ce sont 13 personnes qui sont logées par NBK dans 3 lieux différents. Le premier est spécifiquement dédié aux familles qui attendent leurs passeports pour quitter l'île. Le second a pour objectif d'offrir un lieu vie où les hommes seuls sortant de camp peuvent poser leurs valises, et le dernier immeuble vise à ce que les personnes ne pouvant pas quitter Lesbos deviennent peu à peu indépendantes en trouvant un travail.

En ce qui concerne la nourriture, chaque semaine une soixantaine de paniers composés de produits secs, de pommes de terre, d'oignons, de fruits et de légumes sont distribués à une centaine de personnes.

Les distributions de vêtements ont lieu dans un squat du centre-ville: le free-shop est ouvert deux fois par semaine et approvisionné grâce aux donations venues du continent et du reste de l'Europe.

Enfin, NBK publie mensuellement un rapport avec les chiffres clés et les événements les plus importants afin de documenter la situation et permettre de comprendre quels sont les enjeux sur l'île de Lesbos ainsi que des textes qui approfondissent des sujets en lien avec les politiques migratoires de l'Europe forteresse, comme par exemple l'article «La Turquie est-elle un 'pays tiers sûr' pour les migrant-es?» édité dans Archipel en trois parties depuis le mois dernier.

Tout ceci, bien qu'étant fait avec les moyens du bord, nécessite des fonds. D'autant plus que le remplacement de notre ancienne voiture, indispensable pour mener nos actions, a été un coup dur de plus. Si le mois prochain est assuré, nous ne pouvons malheureusement pas en dire autant du suivant. C'est pourquoi toute soirée de soutien, envoi de matériel ou donation financière sont bienvenu-es\*.

\* noborderkitchenlesbos(at)riseup.net

No Borders Kitchen

*Nous y passons toute la journée parce qu'il est vraiment difficile de voir quelqu'un-e. Cela prend du temps, l'endroit est bondé et il n'y a pas beaucoup d'avocat-es. Au contraire ils font tout pour qu'ils n'aient pas de soutien juridique. Ils ne nous aiment pas, nous les avocat-es. C'est pourquoi ils ont lancé ces nouvelles procédures»* déclare Esem en décrivant les conditions dans lesquelles elle travaille. Cela rend l'accès à l'assistance juridique difficile, mais exerce également une pression sur les avocat-es.

Ayşegül Karpuz Tör ajoute *«J'ai été poursuivie en justice parce que j'avais refusé une fouille au corps et que mon sac soit ouvert à l'entrée d'un centre de détention et d'expulsion, puis j'ai été acquitté par la suite. Selon la loi turque, pour qu'un-e avocat-e soit fouillé-e, il faut des autorisations spéciales, comme une décision d'un juge, ou la personne doit être prise au moment où elle commet un crime. En l'absence de ces éléments ou d'une modification de la loi, un-e avocat-e ne peut être fouillé-e. Je m'y suis opposée, estimant que les centres de détention et d'éloignement ne sont pas des prisons et que les ressortissant-es de pays tiers ou les migrant-es ne sont pas des prisonnier-es. Je suis allée au tribunal pour cela, et j'ai été déclarée innocente et acquittée».*

Dirk Tobias Reijne\*

No Border Kitchen Lesbos

Et cela au milieu de la place Basmani, vers 5 heures de l'après-midi. Toutes les personnes à qui nous avons parlé confirment qu'il s'agit d'une pratique usuelle, en particulier à Basmani. Cela serait déjà assez troublant en soi, mais ce qui se passe ensuite l'est encore plus.

L'histoire des centres de renvoi en Turquie n'est pas très connue, mais des organisations telles que le *Global Detention Project* en parlent, et c'est d'ailleurs au moment de la rédaction de ce dernier rapport que j'ai eu envie de me rendre en Turquie. Les personnes sont généralement détenues dans ces centres après avoir été arrêtées ou retenues lorsqu'elles tentent de traverser la frontière et lorsqu'elles attendent leur expulsion.

En moyenne, plus d'un millier de personnes sont présentes à tout moment dans le centre. En règle générale, les personnes sont séparées par sexe mais les familles sont autorisées à rester ensemble. Les chambres contiennent en moyenne 8 à 10 personnes. Il y a souvent une pénurie de matelas et les espaces extérieurs sont inexistantes. La durée de détention des personnes semble être le plus souvent arbitraire, allant de quelques jours à un an. Parfois, des personnes sont libérées parce que les centres sont surpeuplés.

*«Un tel centre est pire qu'une prison, je suppose. Ils disent toujours que c'est une prison. Quand quelqu'un m'appelle, ils disent toujours: 'Un de mes amis est en prison', ils ne disent jamais 'centre de détention' ou 'camp'»,* répond Esem à ma question sur les conditions de détention dans les centres. C'est une avocate indépendante qui a régulièrement affaire à des détenu-es du centre de pré-détention d'Izmir. Nous avons longuement parlé des conditions de détention dans le centre, et elle souligne que la plainte la plus fréquente qu'elle reçoit concerne le manque de soins médicaux dans le centre. Une journée typique de deux avocat-es travaillant dans le centre a été décrite comme

longue et épuisante en raison du nombre écrasant de détenu-es, du manque de traductions et d'un personnel peu coopératif: *«Avant, il était facile d'entrer par l'entrée principale pour se rendre dans les salles d'entretien avec les avocat-es. Mais maintenant, ils prennent nos téléphones, vérifient nos sacs et veulent prendre nos ordinateurs. Lorsque nous entrons, ils coupent nos communications avec l'extérieur.*

## SUD-LIBAN

# Faika, une réfugiée syrienne

**Le mois dernier, nous vous parlions de Buzuruna Juzuruna, un projet agricole dans le Sud-Liban composé de Libanais-es, de réfugié-es syrien-nes et de Français-es. Nous publions aujourd'hui des extraits de l'interview de Faika, une jeune syrienne qui y vit et y travaille.**

Je m'appelle Faika et je viens de Syrie près d'Alep, dans la campagne. J'ai 29 ans, deux enfants, un garçon et une fille. Je suis restée en Syrie plusieurs années après le début de la guerre jusqu'à ce qu'elle arrive jusque chez nous à la campagne. Je m'étais déplacée plusieurs fois depuis le début de la guerre en Syrie. Je voulais rester le plus longtemps possible au pays car je n'avais pas du tout envie d'être une réfugiée au Liban. La mort, je la vivais au quotidien sous les avions qui sillonnaient le ciel mais je préférais vivre avec ce danger plutôt que de partir en tant que réfugiée et de vivre dans les camps.

J'ai finalement dû partir parce que les troupes du régime de Bachar el-Assad sont arrivées chez nous en tuant tous ceux qu'elles croisaient. Comme j'ai deux enfants, il m'a

\*Il vit en Grèce depuis 2014, où il a travaillé comme correspondant pour la télévision et a publié des articles dans la presse écrite de divers médias internationaux. Il est impliqué dans les questions relatives aux frontières et à la liberté de circulation depuis près de deux décennies, d'abord en tant qu'activiste, puis en tant qu'avocat et maintenant en tant que journaliste, couvrant la soi-disant «crise des réfugié-es» de ces dernières années en Grèce, dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Allemagne. Les questions sociales, les droits civils et les questions liées aux LGTBI+ sont d'autres sujets qu'il aborde régulièrement dans le cadre de son travail.

fallut prendre la décision de partir en accord avec leur père qui était déjà au Liban depuis deux ans. J'avais dû arrêter l'école tôt, je me suis mariée tôt, j'ai eu deux enfants mais tous mes rêves se sont écroulés avec cette guerre.

Je suis arrivée au Liban fin 2019 et je me suis installée avec mon mari. Je ne connaissais personne et tous les proches de mon mari n'étaient pas les miens, car on n'avait pas les mêmes idées. Et puis le loyer de la maison, l'électricité et toutes les dépenses au Liban devenaient trop chers avec le seul salaire de mon mari. Donc, pendant une année, on s'est disputé-es parce qu'il voulait que je travaille comme les filles à la ferme, sous les ordres d'un homme. Je ne voulais pas être soumise et travailler alors qu'un homme était derrière moi à ne rien faire. Alors que je sais que je peux faire beaucoup

plus, que j'ai les capacités de faire autant que les hommes. J'ai donc refusé de faire ce travail-là.

Par la suite, j'ai tout de même essayé de travailler avec les autres filles dans le jardin en espérant que ça irait bien. Pendant tout ce temps, je me disais que je pourrais faire autre chose... j'aurais même pu être institutrice pour travailler avec les enfants, car c'était mon rêve en Syrie. Je n'ai pas réussi. J'ai travaillé 25 jours et je n'ai pas pu finir le mois. Je ne pouvais pas travailler sous les ordres d'un homme. Je n'ai plus pu le supporter d'autant plus qu'il n'avait pas les mêmes idées ni la même ouverture que moi. Le dernier jour, quand j'ai décidé d'arrêter de travailler, j'ai dit à l'homme qui me donnait des ordres que nous étions toutes les deux des êtres humains et qu'il n'avait pas le droit de me parler comme cela. Je travaillais tous les jours et nous étions vraiment très mal payées.

Ensuite, j'ai rencontré Lara et Ferdi [de Buzuruna Juzuruna]. Lara a senti que je pouvais offrir quelque chose de différent. Lara travaille avec les semences un utilisant des traitements naturels. Elle m'a donc proposé d'être la nounou de sa fille de un an et demi. Elle avait vu que j'avais une bonne façon d'élever mes enfants, donc elle m'a fait confiance. Cette petite Maonie, je l'ai accueillie comme ma propre fille. Je lui ai appris à parler arabe et le premier mot qu'elle a dit était «maman».

Puis Lara est tombée enceinte de son deuxième enfant et est partie six mois en France avec Maonie. Comme cela signifiait pour moi que je cessais de m'occuper de cette enfant et que j'étais privée de ce salaire, elle a décidé de me laisser sa place comme responsable des semences. Durant l'année où je m'occupais de Maonie, j'avais passé beaucoup de temps avec Lara et Ferdi et nous avions beaucoup discuté. Iels m'ont donc proposé ce poste-là, où personne ne me donnerait d'ordres et où je pourrais travailler comme je le voulais.

Toute la journée, j'étais très concentrée dans mon travail, je ne pensais plus à manger ou à la maison. J'avais envie d'apprendre tout ce que je pouvais. Je continuais à travailler même le soir. Les gens ne me comprenaient pas et disaient que ce n'était pas possible en tant que femme de ne pas rentrer à la maison pour faire les tâches ménagères. Cela n'était pas non plus décent de tarder le soir, alors qu'il n'y avait plus que les étranger·es au travail.

Petit à petit, j'ai réussi à apprendre ce qu'il fallait. Au début, Ferdi m'aidait puis j'ai réussi à travailler seule sans que personne ne me donne des ordres. Pour moi, c'était très difficile au début, car tout était écrit en français et je ne connaissais même pas les graines. Quand les commandes arrivaient, j'avais très peur de me tromper de semences. Maintenant, je peux le faire les yeux fermés. Je m'occupe du jardinage toute seule, je sais travailler sur Excel et inscrire toutes les variétés.

Fin 2023, la chambre des semences est devenue mon endroit et je sais désormais le gérer entièrement toute seule.

Propos recueillis par  
Benedetta Meriggioli, mars 2024



Un tableau de l'artiste kurde Fatos Irwen, 696x411

## TURQUIE

# En route pour Istanbul !

**Voici le communiqué du 28 mars 2024 des membres provisoires de la délégation qui se rendra à Istanbul pour le procès de Pinar Selek**

Le 28 juin 2024, se tiendra à Istanbul une énième audience du procès inique entamé il y a 26 ans contre Pinar Selek, autrice et sociologue franco-turque, accusée à tort de terrorisme et déjà acquittée à quatre reprises.

En effet, à chaque fois qu'un tribunal a examiné les tenants et aboutissants de l'affaire, il a conclu à l'absence de preuves. Pourtant, Pinar Selek a été à nouveau inculpée début 2023, sans que de nouvelles preuves n'aient été versées au dossier. Deux audiences – les 31 mars et 29 septembre 2023 – n'ont abouti à aucun résultat, si ce n'est le renvoi à une nouvelle audience, à laquelle Pinar Selek a de nouveau été invitée à se présenter en personne. Chose impossible et impensable car elle fait l'objet, depuis janvier 2023, d'un mandat d'arrêt avec incarcération immédiate. De plus, début 2024, la Turquie a adressé à la France une demande d'extradition, confirmant ainsi le mandat d'arrêt international. Emprisonner Pinar Selek à perpétuité pour ses travaux de recherche, ses œuvres littéraires et ses prises de position en faveur des minorités kurdes et arméniennes, des mouvements féministes, des minorités LGBTQIA+ demeure visiblement toujours l'obsession du pouvoir turc actuel.

Nous, citoyen·nes européen·nes, militant·es pacifistes et féministes, élu·es français·es, scientifiques, juristes, éditeur·trices, artistes, nous tiendrons une fois encore aux côtés de Pinar Selek, en Turquie, en Europe et dans le monde, pour contester cette inqualifiable torture judiciaire. Une nouvelle fois, nous demandons au gouvernement français de réaffirmer son soutien à cette universitaire et citoyenne française, comme de refuser bien sûr la scandaleuse demande d'extradition. Nous

nous adressons aussi aux parlementaires européen·nes: il en va de la défense de la liberté académique et de la liberté d'expression, droits fondamentaux sans lesquels aucune démocratie ne peut exister.

La militante et philosophe afro-américaine Angela Davis, invitée à Genève le 16 mars par le Festival du film et forum international sur les droits humains, s'est jointe à notre campagne de soutien à Pinar Selek en appelant les militant·es féministes et antiracistes du monde entier à participer en nombre à l'audience du

### Déclaration d'Angela Davis\* pour Pinar Selek

Je tiens à exprimer ici mon ferme soutien à Pinar Selek, persécutée par la justice turque depuis des décennies, bien qu'elle ait été acquittée à plusieurs reprises. Cette persécution est directement liée à la recrudescence du totalitarisme dans le monde entier. Il est particulièrement important de soutenir celles et ceux qui utilisent leur talent, leurs compétences et leurs recherches pour faire avancer la cause de la liberté et de l'égalité dans le monde entier. Pinar Selek est certainement une femme qui a utilisé ses recherches pour garantir que d'autres, moins chanceux qu'elle, puissent évoluer vers la justice et l'égalité. Je vous invite tous et toutes, en particulier les mouvements antiracistes, anticapitalistes et féministes, à vous tenir aux côtés de Pinar Selek pour soutenir la liberté académique et promouvoir la lutte pour la justice, l'égalité et la liberté dans le monde entier.

\* Célèbre militante américaine des droits civiques, philosophe, scientifique et autrice.

28 juin à Istanbul. Nous y serons nombreuses et nombreux au sein d'une délégation internationale pour que Pinar Selek soit définitivement déclarée innocente à 100% et qu'elle retrouve enfin sa pleine liberté de mouvement, d'action et de travail en Turquie, en France et partout où ses recherches et ses actions la mèneront.

Les membres de la délégation  
28 mars 2024

PS: Nous recherchons encore des personnes issues de groupes politiques, de partis ou d'organisations ou de collectifs, ainsi que du milieu universitaire et juridique, qui souhaitent participer à la délégation! Si cela vous est possible ou si vous pensez à quelqu'un-e que nous pourrions contacter, veuillez écrire à: justice(at)pinarselek.fr

### «Soulagement épineux»

#### Voici les mots que Pinar Selek a adressés à tou-tes ses ami-es et aux membres de ses comités de soutien après les élections municipales du 31 mars en Turquie.

De bonnes nouvelles nous parviennent de Turquie. Nous avons le droit de les célébrer, de nous sentir soulagé-es et d'espérer. Car c'est avant tout le fruit d'une longue et très difficile lutte. Oui, nous en avons le droit. Mais en même temps, nous devons être prêt-es, prêt-es pour un chemin épineux car, comme le dernier discours du président l'a clairement montré, le gouvernement turc se prépare à raviver l'hystérie nationaliste. L'opération transfrontalière contre les Kurdes sera le premier épisode de ce vieux film. Renforcé par un siècle d'endoctrinement, le nationalisme, qui fait aujourd'hui partie de la culture de masse, est la bouée de sauvetage de tout pouvoir en difficulté, à laquelle il s'accroche chaque fois qu'il se sent en danger. Le gouvernement actuel tentera d'endiguer la vague démocratique dans le pays en empêchant une alliance des kémalistes avec le mouvement démocratique kurde.

Nous devons faire échouer cette manœuvre prévisible.

Nous? Toutes les personnes éprises de paix qui veulent mettre un terme à la violence.

Cordialement,  
Pinar

## FRANCE/ENVIRONNEMENT

# Une usine toxique dans le collimateur

**L'usine chimique hautement toxique Arkema dans la vallée du Rhône a été attaquée début mars par des militant·es. Iels ont ensuite été arrêté·es et seront jugé·es en juin. Iels s'en sont pris·es à des substances communément appelées «polluants éternels». Les images semblaient familières; en effet, elles rappelaient étrangement celles prises l'année dernière lors du «désarmement» d'une cimenterie particulièrement polluante<sup>1</sup>.**

Ce week-end, les quelque 300 militant·es écologistes et climatiques qui avaient pénétré le samedi précédent, le 2 mars 2024, dans l'usine chimique du groupe français Arkema dans la vallée du Rhône, non loin de Lyon, se sont de nouveau déplacé·es en groupes vêtus de blanc et encore plus nombreux. Dans la banlieue lyonnaise d'Oullins-Pierre-Bénite, iels ont notamment accroché à l'usine une affiche portant l'inscription «Poison» et une tête de mort, brisé des vitres et emporté des tables et du mobilier à l'extérieur.

Après cela, les médias ont chanté les louanges de la dégradation des biens et de l'illégalité – toute la soirée du samedi, les grands médias ont parlé de ce dont les activistes parlaient, à savoir la contamination du fleuve Rhône, du paysage et des personnes par ce qu'on appelle les PFAS, les «polluants éternels». Tout le monde en avait entendu parler, mais c'est Arkema qui les fabrique.

L'entreprise a fait savoir que cette action tombait au mauvais moment, car elle avait de toute façon prévu de ne plus polluer l'environnement avec les PFAS. Mais ce sont toujours les mauvaises entreprises qui sont touchées, car celles qui sont visées par les actions étaient justement

sur le point de devenir très bonnes... Si seulement on les avait laissées faire... Malheureusement, elles sont toujours prises au dépourvu. Quelle malchance!

En réalité, ce qui s'est plutôt passé, c'est que les autorités régionales – elles-mêmes mises sous pression par la série de publications de l'année dernière sur les PFAS (entre

autres dans *Le Monde*) – ont ordonné à Arkema de «réduire drastiquement» les rejets de PFAS d'ici la fin de l'année 2024.

Mais ce qui se passera réellement (oui, le bon vieux chantage à l'emploi existe toujours) et à quel point la réduction sera «drastique», cela reste encore à voir pour le moment. Comme on l'a appris après la fin de la garde à vue des militant·es arrêté·es, huit participant·es identifié·es seront jugé·es pour «participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou de dégradations de biens». L'un d'entre elleux sera également poursuivi pour résistance violente aux forces de l'ordre et les cinq autres pour dommages à la propriété. Le procès a été fixé au mois de juin de cette année.

Bernard Schmid  
juriste et journaliste

1. Voir «Dissoudre Darmanin», de Lucile Dupont, FCE France, Archipel 327, juillet 2023.



Photo Aurèle Castellane pour Reporterre

# Le meilleur des mondes: les JO 2024 de Paris

**Loin de moi l'idée de dévaloriser le sport. Mais, dans le cas des Jeux Olympiques, les compétitions sportives ne sont que la partie émergée d'un iceberg qui manipule de gigantesques quantités d'argent, met en œuvre des exceptions aux lois, pour ne pas dire des lois d'exception, fait s'activer d'énormes lobbies (médias, fédérations sportives, États, multinationales, entreprises du bâtiment, organismes de sécurité...), organise enfin un rouleau compresseur où tout est élaboré dans un unique objectif, et où les environnements naturels et la vie des gens ordinaires ne comptent guère.**

On assiste depuis des mois maintenant à une avalanche d'informations, de mesures gouvernementales successives, de publications de chiffres vertigineux, de protestations d'associations, de mises en garde et d'analyses sur les dérives et les conséquences d'un tel événement. Passons donc en revue, en quelques mots d'ordre, certains des aspects les plus choquants, spectaculaires ou absurdes de ces Jeux, pour savoir à quelle sauce on va être (on est déjà) mangés.

## Budget: quoi qu'il en coûte!

L'État a provisionné 3 milliards d'euros pour combler le déficit attendu de ces Jeux. Or, d'après les résultats financiers des JO compilés depuis 1960, le dépassement moyen des budgets olympiques est de 179 % par rapport aux prévisions. Si on s'en tient cette fois-ci (espérons-le) à la moyenne, le déficit devrait donc plutôt approcher les 5,5 milliards. Parallèlement, le gouvernement annonce vouloir faire 10 milliards d'euros d'économie cette année pour sauver notre budget national, en dérapage important. Et ce en taillant en bonne partie dans les dépenses sociales. On choisit donc de grever le budget de l'État d'une somme astronomique pour un événement éphémère et bling-bling. Mais le dérapage n'aurait-il pas quelque chose à voir avec ça? Quoiqu'on nous dise, les mauvais résultats ne sont pas uniquement dus à la sacro-sainte «conjuncture économique», non maîtrisable, mais aussi de choix précis faits en toute connaissance de cause par des politicien·nes plus attachés à donner une image prestigieuse de leur pays qu'à assurer le bien-être de ses habitant·es.

## Sécurité: jamais trop!

Afin de sécuriser la cérémonie d'ouverture du 26 juillet sur la Seine, près de 45.000 policier·es et gendarmes seront présent·es. Et tout au long des Jeux, d'après les derniers chiffres rendus publics, 18.000 militaires français·es seront sur le pont, en plus des policier·es et gendarmes. Nous aurons même l'honneur de recevoir le

renfort de 2000 soldat·es et policier·es étranger·es (avec leurs animaux) pour assurer des fonctions particulières: maîtres-chiens, cavaliers, chiens renifleurs d'explosifs... Soit 55.000 personnes, dédiées uniquement à la sécurité, à héberger, déplacer, nourrir, briefer, coordonner. Une débauche de moyens au détriment d'autres zones sensibles du pays, et même de la sécurité ordinaire, alors que, rappelons-le, la France est en alerte maximale face à la menace d'attentats.

## Alimentation: haro sur la gastro!

On estime à 13 millions le nombre de repas qui seront servis aux athlètes, bénévoles et spectateur/trices pendant les JO. Une épidémie issue de la chaîne alimentaire serait désastreuse pour les épreuves, et pour l'image de la France aussi. Les moyens de contrôle seront donc renforcés, avec une enveloppe de 38 millions d'euros sur l'année 2024 at-

cer en parallèle les contrôles aux alentours mais aussi sur les fan-zones et «les sites touristiques majeurs.» Débauche de moyens là encore. Non qu'on souhaite une épidémie de gastro dévastatrice. Mais en ce qui concerne les contrôles «aux alentours», rien n'aurait empêché de les faire avant, pour assurer aussi le bien-être digestif des gens qui habitent dans le coin en permanence.

## Santé: surtout pas de vagues!

Ce qui est moins mis en avant, c'est que notre bon gouvernement veut aussi éviter de sur-solliciter les services hospitaliers. En effet, ce sera une période de vacances. Et dans un contexte de précarisation du secteur, régulièrement dénoncée: les burn-out et les démissions sont fréquents, la crise hospitalière est patente. 400 médecins urgentistes bénévoles ont été recruté·es, et on a mis en place une incitation financière pour les médecins qui accepteront de réorganiser leurs vacances dans les services les plus critiques. Le ministère de la Santé a expliqué que tous les scénarios de risque sanitaire sont envisagés, des canicules à l'attaque terroriste en passant donc par les intoxications alimentaires. Débloquent des moyens, manifestement quand on veut, on peut. Mais permettre à l'hôpital public de retrouver un fonctionnement acceptable pour les personnels médicaux comme pour les malades dans un contexte plus ordinaire, il semble qu'on ne veuille pas...

## Jeux aquatiques: tout ira bien (bis)

Le centre aquatique olympique flambant neuf de St Denis, qui a vu la spectaculaire glissade d'un plongeur lors de l'inauguration par Macron, est déjà victime d'infiltrations quand il pleut, et il y a des fuites d'eau. Et la Seine est toujours notoirement impropre à la baignade: 13 des 14 mesures effectuées depuis septembre sont toujours dans le rouge et très nettement, malgré 1,5 milliard investi dans les 25 sites du «Plan Baignade 2025». Un méga collecteur d'eaux pluviales va entrer en service en mai près du pont d'Austerlitz. Rien ne garantit que ce sera suffisant. La maire de Paris et le président de la république ont promis de piquer une tête dans le fleuve. On attend de voir. Mais on n'est pas sûr que les nageur·euses acceptent de se tremper dans ce bouillon de culture...

## Des sans-abris? Pas vu-es...

Les Jeux Olympiques d'Atlanta en 1996 et de Vancouver en 2010 s'étaient signalés par la rudesse manifestée vis-à-vis des sans-abris. Amendes

pour celles et ceux qui faisaient la manche, distributions alimentaires éloignées de plusieurs kilomètres, déplacements forcés garantis par la loi... Il fallait invisibiliser les personnes de la rue. Est-ce que ce sera aussi à Paris l'occasion d'un nettoyage social?



Illustration générée par l'intelligence artificielle dall-e, source no-jo.fr

tribuée aux organismes chargés de la sécurité sanitaire des aliments. Le ministère de l'Agriculture se fixe pour objectif de contrôler l'intégralité des établissements qui assureront la restauration sur les sites olympiques «avant le début» des festivités et de renfor-

C'est la crainte du collectif Le Revers de la médaille, qui regroupe 80 associations (dont Médecins du monde, le Secours catholique, Action contre la faim...). Et pas sans raison: *avant même la fin de la trêve hivernale, les expulsions et des interventions de la police se sont multipliées dans les futurs périmètres de sécurité.*

Le 3 avril, la Préfecture de police a ainsi fait évacuer une centaine de personnes sans papiers – essentiellement des familles avec enfants – de la place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Un car avait été affrété pour les héberger dans un «sas régional» à Besançon. Seule une minorité a accepté d'y être transférée. Car de nombreux sans-abris ont un travail et des enfants scolarisés en région parisienne. Iels refusent de la quitter ou y reviennent. Les mêmes soirs, des opérations pour déloger des campements de mineur·es isolé·es le long des berges de la Seine ont eu lieu. Les associations demandent l'ouverture d'une base humanitaire pour les personnes à la rue durant les JO, et pressent les autorités de créer des hébergements d'urgence, plutôt que d'organiser leur déportation. La crainte est grande que les opérations se multiplient dans les derniers jours avant l'arrivée des touristes. On cache la misère, selon le modèle éprouvé du «village Potemkine», faute de la traiter...

### **Surveillance: saints algorithmes, assistez-nous!**

Rendue possible par la loi sur les Jeux olympiques, une vidéosurveillance dite «*augmentée*», est mise en place, déployable sur une période qui englobe les Jeux olympiques et paralympiques et court jusqu'au 31 mars 2025. Des tests ont été réalisés en marge d'un concert, et en collaboration avec la SNCF et la RATP. Mais la vidéosurveillance algorithmique n'est pas une simple amélioration de la vidéosurveillance déjà existante, a rappelé la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL): «*en abolissant les limites humaines qui empêchaient le visionnage de l'intégralité des bandes vidéo, en s'ajoutant de manière invisible aux caméras déjà existantes et en se concentrant sur des lieux où s'exercent des libertés fondamentales (liberté d'aller et venir, d'expression, d'association, etc.), ces technologies constituent un changement de nature dans la surveillance de l'espace public*». Comme à chaque grand événement (attentats terroristes, COVID, grandes manifs, luttes écologiques...), des mesures d'exception sont prises, qui deviennent ordinaires quand le contexte change. La surveillance sociale ne fait que s'aggraver.

### **Logement: partez!**

Les Jeux aggravent aussi la crise du logement. En effet depuis septembre, les Agences départementales d'information sur le logement d'Île-de-France (ADIL) enregistrent une augmentation progressive des congés de bail donnés par les propriétaires à leurs locataires. Il est à craindre que ce soit un effet d'aubaine pour les bailleur·euses, qui profitent de la situation pour récupérer leurs logements sans respecter la loi, afin de faire profit en louant à prix d'or pendant l'événement.

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, abritant le Village olympique et paralympique, le Village des médias, ainsi que six épreuves sportives, les juristes de l'ADIL 93 signalent que plus de la moitié des congés (60 %) enregistrés entre mars 2023 et mars 2024 n'étaient pas réguliers. Pour les locataires obligé·es de quitter leur logement à l'approche des Jeux, le premier problème est de retrouver un toit. Et ce n'est pas facile: dans le nord de Paris, on a déjà signalé une baisse importante du nombre de biens disponibles à la location depuis le début de l'année, alors que le nombre de demandes de locations augmente. Ce ne sont sûrement pas ces gens délogés qui seront aux premiers rangs des spectateur/trices.

Oh, encore un détail: on incite les habitant·es de la région parisienne qui ne peuvent ou ne veulent pas partir au moment des jeux de se mettre en télé-travail si c'est possible, car les transports en commun et les infrastructures routières vont être surchargées jusqu'au point de rupture... Ça s'annonce bien. Et plus inattendu (iels ont vraiment pensé à tout).

### **Folles nuits: amusez-vous!**

230.000 préservatifs seront distribués aux athlètes, emballés dans un packaging olympique. Le CIO parle d'objets «*collectors*». C'est moins qu'à Rio en 2016 (450.000), mais beaucoup plus qu'à Tokyo en 2021 (160.000). On aimerait bien savoir sur quels calculs se basent les prévisions de quantité. Y a-t-il un service dédié dans un ministère? Des statistiques? Les nuits dans les Villages Olympiques sont-elles vraiment aussi agitées? C'est la grande fête du sport, après tout.

### **Pour finir**

Quatre petites phrases extraites d'un rapport d'expert·es indépendant·es<sup>1</sup>, plutôt dédié aux futurs JO d'hiver dans les Alpes en 2030, mais qui revient sur tout le système olympique dans une étude étayée.

*«La professionnalisation des sportifs et le modèle économique développé par le C.I.O. depuis les années 1980 a fait basculer le mouvement olympique de l'amateurisme à une méga entreprise internationale soumise aux lois du marché et confrontée aux affaires de corruption et aux problèmes de dopage... L'attribution des jeux se fait selon un appel d'offres favorisant la candidature la mieux disante théorisée par le théorème de Thaler selon lequel se voit désignée la candidature qui a le plus sous-estimé ses coûts et surestimé ses revenus... Malgré un discours portant sur l'universalisme des jeux olympiques et les valeurs du sport, le modèle olympique actuel peut être plutôt assimilé à une entreprise économique rentable pour ses acteurs principaux où les athlètes et le sport apparaissent comme de simples marchandises... Les liens entre le C.I.O., les comités nationaux et les différents sponsors constituent une bulle particulièrement hermétique et autosuffisante, contribuant à couper irrémédiablement les jeux de leur visée populaire et universelle».*

Corentin  
Radio Zinzine

1. disponible sur le site <https://no-jo.fr>

## **A VOS POSTES!**

### **Radio Zinzine - un florilège d'émissions des deux mois passés sur Radio Zinzine\***



#### **Vive l'habitat léger**

Dans les deux premières semaines d'avril, plusieurs articles de Mediapart et de Reporterre se sont penchés sur la question de l'habitat léger et réversible, en constatant deux approches totalement opposées. D'abord, la volonté accrue de nombreuses préfectures de réprimer la «*cabanisation*» du territoire, jugée néfaste pour diverses raisons. Et d'autre part, la démarche de plusieurs communes, notamment en Bretagne, de favoriser l'habitat léger et ce qu'elles appellent des «*hameaux légers*», afin d'encourager l'installation de nouveaux/velles habitant·es, souvent des jeunes paysan·nes. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9188>>

#### **Il y a 50 ans, la révolution des œillets**

25 avril 1974: la Révolution des Oeillets au Portugal. Retour sur l'histoire et les événements qui ont mené à la fin de la plus ancienne dictature en Europe avec Beatriz Graf, autrice de Longo maí Révolte et utopie après 68, qui nous raconte cette histoire et la campagne pour la libération d'Otelo de Carvalho, porte-parole des militaires révolutionnaires et pacifistes, qui fut emprisonné 10 ans après. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9185>>

#### **L'antisémitisme instrumentalisé?**

##### **Une série de 3 émissions**

Le 2 mars 2024 se tenait une journée d'étude sur un sujet délicat à l'Université Libre de Bruxelles: «*L'antisémitisme instrumentalisé, ou comment une lutte essentielle est détournée pour une mauvaise cause*». Première partie avec le juriste belge François Dubuisson, la personnalité belge engagée comme «*Juive laïque*», Simone Susskind, et l'historien des idées Reza Zia-Ebrahimi, établi en Grande-Bretagne. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9035>>

Deuxième partie avec Sadia Asgous Bienstein et Nitzan Perelman. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9086>>

Troisième partie avec le sociologue Mateo Alalluf, Gilbert Achcar, spécialiste des relations internationales et le journaliste Sylvain Cypel <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9176>>

#### **Passeuses et passeurs d'infos n° 371 - Route des Balkans, Bosnie**

Un rappel de la guerre en Yougoslavie (1990-1995) et des sièges de Sarajevo et Bihac en Bosnie - encerclement et attaques armées contre les populations de ces deux villes qui avaient duré presque quatre ans. Une guerre qui avait provoqué la fuite de plus d'un million de personnes, dont plus de la moitié vers des pays occidentaux.

Un entretien avec Baba Asim de Bihac et Ines Tanovic de Sarajevo: l'aide aux migrant·es qui tentent de trouver un pays européen qui veut les accueillir. <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=9164>>